



Arrêté portant réglementation temporaire et spatiale de la pratique de l'escalade

N°AR – 2020 – 10

Mesure conservatoire destinée à la protection d'éléments du patrimoine naturel :
protection d'une nichée de Faucon pèlerin (Falco peregrinus)
Localisation : Cœur du Parc national des Calanques – site Sémaphore du Bec de l'Aigle

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'Environnement, notamment son article L.331-4-1 et R. 331-65 ;

Vu la loi pour la Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages n° 2016-1087 du 8 août 2016, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu le décret n° 2012-507 modifié du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques, et notamment ses articles 4 et 15 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 8 et 28 (II) ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Considérant le principe de solidarité écologique introduit dans la loi pour la Reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, qui se fonde sur la prise de conscience des interdépendances du vivant ;

Considérant les observations réalisées par les agents du Parc national depuis le début d'année 2020 ;

Considérant la phénologie de reproduction du Faucon pèlerin ;

Considérant que le Faucon pèlerin est un rapace diurne territorial et fidèle à son site de reproduction, bénéficiant d'une protection nationale et figurant sur la liste rouge des oiseaux nicheurs de la région Provence Alpes Côte d'azur dans la catégorie « En danger » ;

Considérant que la population nicheuse de Faucon pèlerin sur le territoire du Parc national des Calanques est sédentaire et rupestre et que les sites de reproduction sont installés principalement dans les falaises littorales ;

Considérant que l'usage des voies d'escalade situées à proximité de la zone de nidification est susceptible de générer un dérangement non compatible avec la réussite de la reproduction,

ARRETE

Article 1 : Mesures conservatoires de mise en défens

Les voies d'escalade passant à proximité de la zone de nidification du couple de Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*) sur le site du Sémaphore du Bec de l'Aigle sont interdites d'accès.

Sont ainsi mises en défens les voies désignées ci-dessous :

« **Vire des immortelles** ».

Une signalétique temporaire appropriée sera apposée par le Parc national des Calanques, en lien avec le Conservatoire du littoral et la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, pour signaler l'interdiction au départ des voies d'escalade existantes.

Le périmètre pourra être réduit ou être étendu en cas de constat d'un dérangement avéré de l'élevage des jeunes faucons par la pratique de l'escalade sur les voies adjacentes. Un arrêté modificatif sera alors publié.

Il est rappelé que toute ouverture de voie est par ailleurs proscrite, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 2 : Durée :

L'interdiction d'accès est applicable à la date de signature de l'arrêté et **jusqu'au 14 juin 2020**.

En cas de constat d'une activité d'alimentation au nid plus tardive, cette période d'interdiction pourra être prolongée par un arrêté modificatif.

En cas d'échec constaté de la couvaison avant la date d'expiration, l'arrêté sera abrogé.

Article 3 : Publication

Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois au siège de l'établissement public du Parc national et sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques tenu à la disposition du public au siège de l'établissement et mis à sa disposition sous forme électronique de façon permanente et gratuite (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 6 mai 2020

Le Directeur,



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.

Copie :

- Ville de La Ciotat ;
- Conservatoire du littoral
- Office Français de la Biodiversité ;
- Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade (CT13 FFME)
- Membres de la commission Escalade du Parc national des Calanques